

Sustainable livelihoods : de quoi s'agit-il ?

Voilà près de cinq années que le concept de sustainable livelihoods¹ (SL) est apparu dans le jargon du monde du développement anglo-saxon.

Que dissimule ce cadre d'analyse adopté entre autres par le PNUD, la Banque mondiale et DFID², plus particulièrement dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté, notamment la pauvreté rurale ?

Le concept doit beaucoup à Robert Chambers, chercheur à l'IDS³, et notamment son ouvrage *Putting People First*⁴, qui prônait de replacer l'homme au cœur des processus de développement.

Valoriser les atouts

La démarche s'appuie sur un certain nombre de principes présentés brièvement ci-dessous. C'est une démarche basée sur l'homme, ainsi les populations constituent le point d'entrée privilégié (et non, par exemple, une région ou une activité agricole donnée). Elle est englobante, c'est-à-dire qu'elle ne se cantonne pas à un seul secteur économique, et elle intègre la multiplicité des acteurs, des stratégies... Elle se fonde avant tout sur l'analyse des dynamiques de changement, les relations de cause à effet, l'enchaînement d'événements, et non sur une vision statique et figée des populations et de leurs moyens d'existence. Elle s'appuie, ceci est très important, sur les atouts et les forces disponibles au sein des populations, afin de les appuyer et de les renforcer, et non sur leurs besoins. En rupture avec les pratiques de développement qui tendent à se concentrer de manière exclu-

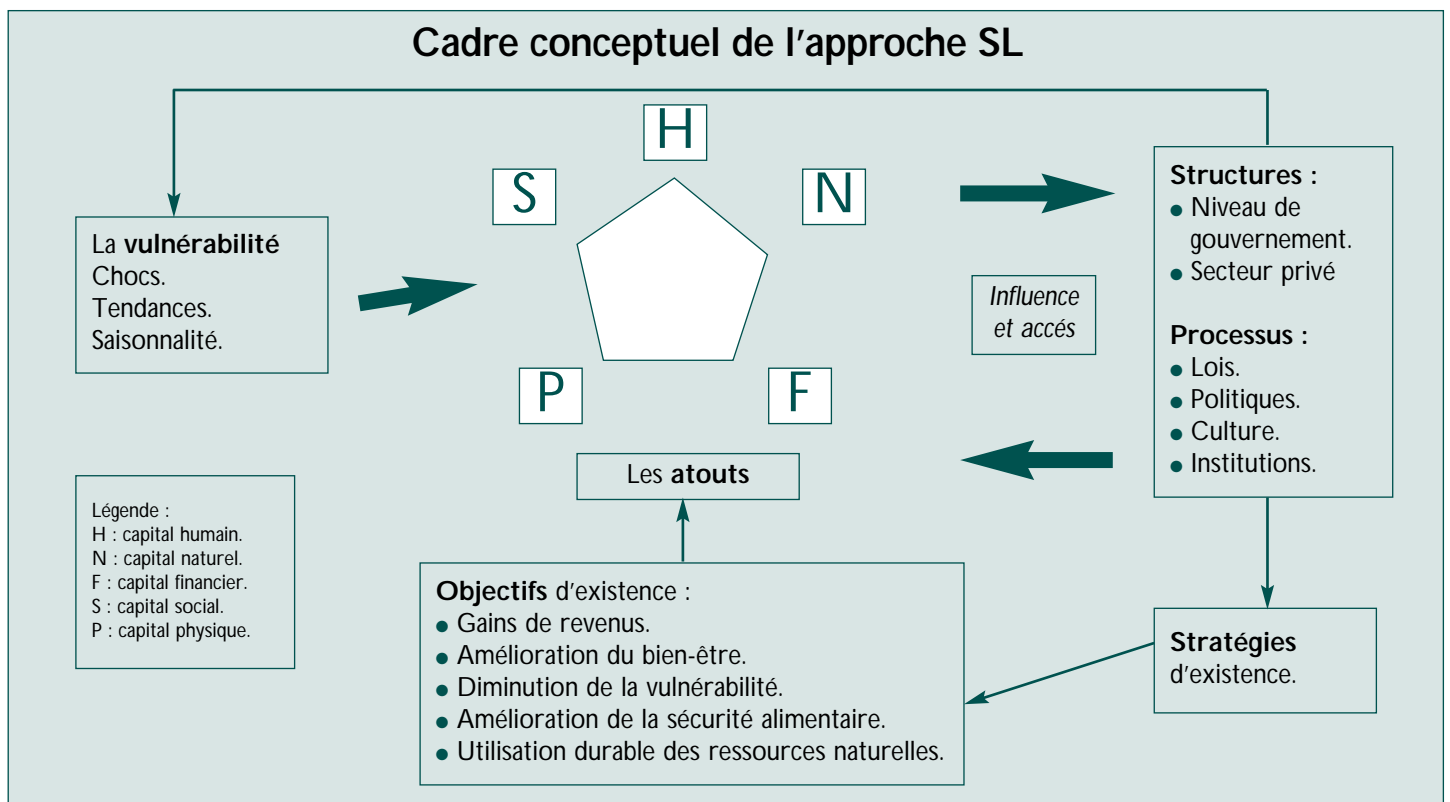
sive sur des aspects macro ou micro, elle vise à réconcilier les deux échelles, notamment en décortiquant l'impact des politiques macro sur les populations à l'échelle locale. Enfin, la démarche met l'accent sur la durabilité des systèmes. Ainsi, les moyens d'existence doivent être en mesure de résister aux chocs extérieurs, de ne pas dépendre de soutiens extérieurs, eux-mêmes non durables (d'un point de vue économique et institutionnel, et de préserver la productivité des ressources naturelles. Enfin, les moyens d'existence ne doivent pas compromettre ceux des autres segments de la population, voire des générations futures.

Ce cadre conceptuel d'analyse, puissant et largement diffusé dans le monde anglophone, s'inspire fortement de l'approche systémique. Malgré ses limites opérationnelles, il permet une meilleure prise en compte des aspirations, des atouts et des contraintes des populations les plus démunies, de leur inhérente diversité, de la complexité de leur environnement et de leurs stratégies d'existence. On peut toutefois se poser la question de savoir si il est pertinent de vouloir à tout prix le rendre opérationnel.

L'approche se structure autour de l'analyse d'un certain nombre d'éléments dont l'articulation est présentée dans le schéma ci-dessous :

- L'accès des populations aux atouts humains (santé, savoir-faire, main d'œuvre...), sociaux (réseaux d'appartenance, groupes sociaux, relations de confiance...), naturels (biodiversité, foncier, forêts, eau...) et financiers (infrastructures, outillage, équipements...) et financiers (épargne, revenus...) qui est représenté sous la forme d'un pentagone plus ou moins équilibré,

- le contexte dans lequel vivent ces populations et notamment les dynamiques externes plus ou moins subies (changement technique, économique, démographique), les chocs, les ruptures et les événements saisonniers,



- ● les institutions, les politiques et les organisations qui influencent leurs moyens d'existence,
- les différentes stratégies qu'adoptent les populations pour parvenir à leurs fins.

Quel lien avec les autres démarches de développement ?

La démarche SL s'inspire bien évidemment des autres approches du développement et tente, d'une certaine manière, de les fédérer en son sein. La démarche SL, en plaçant les populations au cœur de son analyse, a une filiation directe avec la mouvance participative. On peut toutefois remarquer, à juste titre, que la démarche SL dépasse les approches participatives traditionnelles : d'une part, les populations ne sont plus mises en position consultative mais en position de négociation et d'action, d'autre part, les SL se placent en rupture par rapport au caractère souvent minimaliste de la participation en ne cherchant pas tant à faire émerger des besoins et des attentes réelles mais plutôt à opérer une prise de conscience par les populations de leurs forces et de leurs faiblesses.

Son caractère englobant et systémique de SL démarque également cette approche de l'analyse sectorielle. Elle peut ainsi mettre en évidence les secteurs qui posent les problèmes les plus aigus en terme de développement. Sa mise en œuvre peut aussi aider les acteurs à s'affranchir de leur vision sectorielle et décroiser leurs analyses et leurs actions, pour le bénéfice de tous.

Les SL sont souvent dénigrés comme une énième mouture des programmes et projets de développement rural intégré (PDRI) des années 70 qui ont montré leurs limites. Les différences sont toutefois nombreuses. Le point d'entrée n'est plus territorial mais humain. Les SL rejettent aussi les simplifications opérationnelles (groupes cibles homogènes, domaines de recommandation...) et prennent en compte la complexité des situations et la diversité des acteurs. Pour gérer cette complexité, l'analyse selon le cadre SL entend dégager un nombre limité d'interventions stratégiques prioritaires. La planification est conduite de manière négociée et participative et non pilotée par des experts comme dans les PDRI. La démarche se donne aussi comme ambition de modifier les orientations politiques (nationales notamment) au lieu de les traiter comme des contraintes avec lesquelles il faut composer. L'approche prend en compte les partenaires de la société civile, souvent oubliés par les PDRI, et dégage des objectifs de durabilité obtenus de manière consensuelle et non imposés par un bailleur de fonds.

Regain d'intérêt pour le monde rural

La démarche a le mérite d'avoir suscité un nouvel intérêt pour le développement rural en proposant un cadre suffisamment ouvert pour catalyser de nouvelles idées. Elle entend offrir une vision plus exacte de la vie rurale, elle reconnaît la multiplicité des acteurs et ouvre ainsi le champ à de nouveaux partenaires. Elle replace les zones rurales dans un contexte plus large, national et international, plutôt que de traiter les problèmes de manière exclusivement locale. Elle intègre la notion englobante de durabilité qui dépasse le champ restrictif des ressources naturelles. Enfin, elle offre un cadre d'analyse « optimiste » qui permet aux agents de développement de s'intéresser aux régions les plus défavorisées souvent abandonnées par les programmes de développement.

D'un point de vue conceptuel, la démarche SL est en perpétuelle évolution et certains des principes affichés ne sont pas aisés à mettre en œuvre. Son articulation géographique reste à bâtir. À ce titre, le point d'entrée de l'analyse par les populations, et non par les territoires, pose problème. L'entrée territoriale a par exemple le mérite de prendre en compte l'ensemble des groupes de populations présents sur un territoire et la manière dont ils s'articulent entre eux par rapport à leur espace partagé. Elle permet aussi

Rendons à César...

Il faut parcourir l'ensemble des études de cas mis en avant par DFID pour trouver en dernier exemple un cas agricole. Le programme Deliveri en Indonésie visait à offrir un meilleur service aux éleveurs les plus pauvres ne pouvant pas mettre en œuvre les technologies de la révolution verte par la décentralisation des services à l'élevage.

D'après le document, le programme est novateur et illustre l'intérêt de la démarche SL. Une approche basée sur les éleveurs et leurs besoins a permis de dépasser les schémas de pensée traditionnels de la révolution verte et de repenser les besoins des éleveurs n'ayant pas les moyens d'adopter les technologies de la révolution verte. L'accent mis sur les usagers (les paysans) a permis de renouer les liens entre les agents de terrain et leurs clients, un point qui met en péril bien des projets.

Tout cela est-il vraiment bien nouveau ? Le projet s'apparente sur bien des points à de l'ingénierie institutionnelle mettant en œuvre des outils éprouvés (participation, redéfinition de la clientèle...). On peut aussi signaler que la problématique de base est sectorielle (l'élevage) et non humaine (les problèmes des éleveurs les plus pauvres). En fait, une entrée résolument SL aurait peut-être mis en avant d'autres enjeux plus importants pour la petite paysannerie.

de rendre aisément compte des phénomènes migratoires, de plus en plus développés dans le monde rural. L'identification de différentes échelles géographiques et du positionnement des populations par rapport à ces dernières permettrait aussi une meilleure articulation entre les échelles micro et macro, l'un des principes fondateurs de la démarche SL qui se traduit pour l'instant exclusivement en termes politiques, selon une logique assez mécanique (articulation entre les différents échelons territoriaux de gouvernement). On peut cependant comprendre la volonté de se démarquer des approches territoriales où les territoires sont souvent perçus comme des cadres rigides épousant les découpages administratifs et politiques. Pourquoi ne pas réintégrer la dimension territoriale en tentant de comprendre les relations entre les populations et l'espace, sans rester prisonnier du maillage existant ?

Un concept utile pour l'action ?

Les partisans de la démarche SL semblent concentrer actuellement l'essentiel de leur efforts sur la traduction opérationnelle de la démarche (voire le dépôt d'un « vernis » SL sur des interventions existantes : cf. encadré). Les enjeux sont importants (contrats de consultance, visibilité institutionnelle, effet de mode...) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Ne risquons-nous pas de dénaturer un concept qui permet un regard neuf sur les réalités rurales ? ■

Laurent Lhopitallier

¹ Il n'existe pas aujourd'hui de traduction française satisfaisante du concept, DFID parle, dans la traduction de ses documents de références, de « *modes de vie durables* ». Livelihood se traduit littéralement en français par gagne-pain, et la traduction : « moyens d'existence durables » pourrait également être proposée.

² Department for International Development : coopération britannique.

³ Institute for Development Studies.

⁴ Chambers, R. 1987. Sustainable Livelihoods, Environment and Development : Putting Poor Ruraleople First. Sussex : IIED

Pour en savoir plus

Le portail Internet www.livelihoods.org (en anglais) mis en place par l'IDS offre en excellent point de départ pour explorer la démarche SL. La page www.livelihoods.org/info/info_guidancesheets.html#9 offre une traduction en français de certaines notes d'information.